



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L' AISNE

***RECUEIL  
DES ACTES  
ADMINISTRATIFS***

**Édition Spéciale partie 1 du mois de  
Décembre 2019**

**PRÉFECTURE****DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

*Bureau des affaires juridiques et de la coordination interministérielle*

- Arrêté n° 2019-597 en date du 9 décembre 2019 donnant délégation de signature à M. Vincent ROYER, directeur départemental des territoires de l'Aisne Page 2833
- ARRÊTÉ n°2019-598 en date du 9 décembre 2019 portant délégation de signature pour l'ordonnancement secondaire des dépenses et recettes publiques Direction départementale des territoires – (RUO) Page 2858
- Arrêté n° 2019-599 en date du 9 décembre 2019 donnant délégation pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'Etat à M. Bertrand VANDEMOORTELE, directeur départemental de la cohésion sociale par intérim Page 2861
- ARRETE n° 2019-600 en date du 9 décembre 2019 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de comptabilité générale de l'État à M. Sébastien COQUEREAU, administrateur des finances publiques adjoint responsable du Pôle Pilotage et Ressources Page 2864

**PRÉFECTURE**

**DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

*Bureau des affaires juridiques et de la coordination interministérielle*

Arrêté n° 2019-597 en date du 9 décembre 2019 donnant délégation de signature à  
M. Vincent ROYER, directeur départemental des territoires de l'Aisne

LE PREFET DE L' AISNE  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'urbanisme,

VU le code de la construction et de l'habitation,

VU le code de la route,

VU le code de la propriété des personnes publiques,

VU le code rural,

VU le code de l'environnement,

VU le code forestier,

VU le code de justice administrative,

VU le code du domaine de l'État,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU les lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée et n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires et dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique de l'État,

VU la loi n° 91-663 du 13 juillet 1991 portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République,

VU la loi n°2001-2 du 3 janvier 2001 (article 17) relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale,

VU la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive,

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

- VU** la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et en particulier l'article 95,
- VU** l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement
- VU** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU** le décret n°86-351 du 6 mars 1986 portant déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère de l'équipement,
- VU** le décret n°92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration,
- VU** le décret n°94-86 du 26 janvier 1994 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des établissements et installations recevant du public, modifiant et complétant le code de la construction et de l'habitation et le code de l'urbanisme,
- VU** le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de la protection civile, de la sécurité et de l'accessibilité,
- VU** le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
- VU** le décret n°97-330 du 3 avril 1997 portant déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du Ministre chargé de l'agriculture, services déconcentrés,
- VU** le décret n°99-756 du 31 août 1999 relatif aux prescriptions techniques concernant l'accessibilité aux personnes handicapées de la voirie publique ou privée ouverte à la circulation publique devant faire des aménagements,
- VU** le décret n°2002.121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'État (notamment : titre II, III et IV),
- VU** le décret n°2004.374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et département,
- VU** le décret 2005-1225 du 29 septembre 2005 instituant une aide au financement de la formation à la conduite et à la sécurité routière,
- VU** le décret 2007-598 du 24 avril 2007 relatif à la transaction pénale en matière de police de l'eau et de police de la pêche en eau douce,
- VU** le décret n°2007-951 du 15 mai 2007 relatif aux subventions de l'État accordées en matière d'investissement forestier,
- VU** le décret n°2009-360 du 31 mars 2009, relatif aux emplois de directeur de l'administration territoriale de l'État,
- VU** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,
- VU** le décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installation classée pour la protection de l'environnement
- VU** le décret du Président de la République du 7 novembre 2019 nommant M. Ziad KHOURY, préfet de l'Aisne ;
- VU** l'arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles,

VU l'arrêté du Premier ministre du 28 novembre 2019 nommant M. Vincent ROYER, directeur départemental des territoires de l'Aisne,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

### ARRÊTE

**Article 1er** : A l'exception des principales correspondances destinées aux administrations centrales, aux services régionaux, des correspondances aux parlementaires et aux conseillers généraux, dans toute matière qui engage juridiquement ou financièrement l'État, ou qui présente un intérêt dépassant le cadre départemental, délégation de signature est donnée à M. Vincent ROYER, Directeur départemental des territoires, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, les actes suivants :

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
<b>A</b>	<b>PERSONNEL</b>	
1	Nomination et gestion des agents du corps des contrôleurs des TPE	Décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié et arrêté ministériel du 26 octobre 2006 pris sur la base de la loi 2004-809 du 13 août 2004. Décret n°88-399 du 21 avril 1988 modifié par le Décret n°2003-361 du 11 avril 2003, modifié.
2	Nomination et gestion des agents d'exploitation des TPE et des chefs d'équipe d'exploitation des TPE	Décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié et arrêté ministériel du 26 octobre 2006 pris sur la base de la loi 2004-809 du 13 août 2004. Décret n° 91-393 du 25 avril 1991, modifié.
3	Nomination et gestion des personnels de catégories C administratifs et techniques du Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES)	Décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié et arrêté ministériel du 26 octobre 2006 pris sur la base de la loi 2004-809 du 13 août 2004.
4	Affectation à un poste de travail des fonctionnaires et contractuels énumérés ci-après lorsque cette mesure n'entraîne ni changement de résidence, ni modification de la situation des intéressés au sens de l'article 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984.  - tous les fonctionnaires de catégories A,B,C, à l'exception des fonctionnaires de catégorie A+	Loi n°84-16 du 11 janvier 1984. Décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié et arrêté ministériel du 26 octobre 2006 pris sur la base de la loi 2004-809 du 13 août 2004.

5	<p>Mise en position</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de détachement</li> <li>• de disponibilité</li> <li>• de congé parental</li> <li>• d'accomplissement du service national et réserve opérationnelle</li> <li>• autres positions</li> </ul> <p>et réintégration des fonctionnaires et contractuels de catégories B, C en application de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, sauf pour les corps dont la gestion n'est pas déconcentrée</p>	<p>Loi n°84-16 du 11 janvier 1984.  Décret 85-986 du 16 septembre 1985.  Décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié et arrêté ministériel du 26 octobre 2006 pris sur la base de la loi 2004-809 du 13 août 2004.</p>
6	<p>Octroi des autorisations d'accomplir un service à temps partiel et de retour dans l'exercice des fonctions à temps plein ; en application du décret n° 84-959 du 25 octobre 1984, du décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 et du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié, sauf pour les agents dont la gestion relève du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA)</p>	<p>Décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié et arrêté ministériel du 26 octobre 2006 pris sur la base de la loi 2004-809 du 13 août 2004.  Arrêté ministériel du 8 juin 1988 modifié par arrêté du 21 septembre 1988.</p>
7	<p>Congés annuels</p>	<p>Décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié et arrêté ministériel du 26 octobre 2006 pris sur la base de la loi 2004-809 du 13 août 2004.  Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée.  Loi n°84-16 du 11 janvier 1984.  Décret n° 84-972 du 26 octobre 1984.</p>
8	<p>Congés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• maladie</li> <li>• maternité, paternité</li> <li>• formation</li> <li>• autres congés</li> </ul>	<p>Décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié et arrêté ministériel du 26 octobre 2006 pris sur la base de la loi 2004-809 du 13 août 2004.  Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée.  Loi n°84-16 du 11 janvier 1984.  Décret n° 84-972 du 26 octobre 1984.</p>
9	<p>Octroi aux fonctionnaires et contractuels de catégories A, B, C d'un Compte épargne Temps</p>	<p>Décret n° 2002-634 du 29 avril 2002, modifié.  Arrêté ministériel du 27 décembre 2002.  Décrets 2008-1136 du 3 novembre 2008 et 2009-1065 du 28 août 2009.</p>

10	<p>Droits syndicaux</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• autorisations spéciales d'absence</li> <li>• décharges d'activité, sauf pour les agents dont la gestion relève du MAA</li> <li>• congé pour formation syndicale, sauf pour les agents dont la gestion relève du MAA</li> </ul>	<p>Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983. Loi n°84-16 du 11 janvier 1984. décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique. décret n°84-954 du 25 octobre 1984.</p>
11	<p>Autorisations spéciales d'absence</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• garde d'enfants</li> <li>• événements de famille</li> <li>• fonctions électives</li> <li>• sapeurs-pompiers volontaires</li> <li>• don du sang</li> <li>• autres cas</li> </ul>	<p>Décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié et arrêté ministériel du 26 octobre 2006 pris sur la base de la loi 2004-809 du 13 août 2004. Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983. Loi n°84-16 du 11 janvier 1984.</p>
12	<p>Signature des ordres de mission aux agents qui se déplacent pour l'exécution du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale</p>	<p>Décret n° 90-437 du 28 mai 1990, modifié.</p>
13	<p>Exécution des modalités de prise en charge par l'État des frais de voyage et de changement de résidence à l'étranger ou entre la France et l'étranger des agents civils de l'État et des établissements publics de l'État à caractère administratif</p>	<p>Décret n° 86-416 du 12 mars 1986, modifié.</p>
14	<p>Attribution de la NBI aux agents des catégories A, B C, du MTES:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Détermination des postes éligibles et du nombre de points</li> <li>- Actes individuels d'attribution</li> </ul>	<p>Décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié et arrêté ministériel du 26 octobre 2006 pris sur la base de la loi 2004-809 du 13 août 2004. Décrets n°2001-1161 et 1162 du 7 décembre 2001. Décret n°2001-1129 du 29 novembre 2001.</p>
15	<p>Attribution :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la prime de restructuration de service et allocation d'aide à la mobilité du conjoint</li> <li>-du complément indemnitaire pour certains fonctionnaires de l'état à l'occasion d'opération de restructuration</li> <li>-de l'indemnité volontaire de départ</li> </ul> <p>sauf pour les agents dont la gestion relève du MAA</p>	<p>Décret 2008-366-367-368 et 369 du 17 avril 2008.</p>
16	<p>Décisions en matière disciplinaire concernant les personnels de catégories A, B et C concernant les sanctions du 1er groupe sauf pour les agents dont la gestion relève du MAA</p>	<p>Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984. et Décret n° 84-961 du 25 octobre 1984, modifié.</p>
17	<p>L'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activité</p>	

18	Gestion des fonctionnaires-stagiaires  Recrutement et gestion des vacataires	Loi 84-16 du 11 janvier 1984. Décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié et arrêté ministériel du 26 octobre 2006 pris sur la base de la loi 2004-809 du 13 août 2004. Décret n° 94-874 du 7 octobre 1994, modifié. Arrêté ministériel du 8 juin 1988 modifié par arrêté du 21 septembre 1988. Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986, modifié.
19	Liquidation des droits des victimes d'accidents du travail, sauf pour les agents dont la gestion relève du MAA	
20	Concessions de logement appartenant à l'État	Arrêté du 13 mars 1957. Code du Domaine de l'État.
21	Notification individuelle d'interdiction d'abandon de poste en cas de grève (réquisition)	
22	L'établissement et la signature des cartes professionnelles, à l'exclusion de celles qui permettent d'exercer des contrôles à l'extérieur du département d'affectation	
23	L'attribution des médailles de la mutualité de la coopération et du crédit agricoles	Arrêté du 16 janvier 1970 concernant l'attribution de la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles.
24	L'attribution des médailles d'honneur agricole	Décret n°84-1110 du 11 décembre 1984 relatif à la médaille d'honneur agricole.

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
<b>B</b>	<b>AGRICULTURE</b>	
<b>1</b>	<b>PRODUCTIONS VEGETALES :</b> Décisions, arrêtés, conventions et contrats relevant de l'application des règlements communautaires relatifs	
1.1	-aux organisations communes de marché des céréales, des oléagineux, des protéagineux, du sucre et des produits amylacés	
1.2	-à l'organisation commune de marché des fruits et légumes frais et transformés, de la floriculture et du tabac	
1.3	-à l'organisation commune de marché du vin et des alcools	
1.4	-aux mesures spécifiques en faveur des légumineuses à grain ; mesures transitoires pour le lin non textile	
1.5	- l'interdiction de culture de plantes destinées à la replantation	
1.6	-l'autorisation d'utilisation de semences et plants issus du mode de production biologique	
1.7	-l'autorisation de plantation nouvelle (vignes à vins de table, raisin de table et vignes mère de porte greffe)	
1.8	-l'agrément des intermédiaires pour la collecte des oléagineux	
<b>2</b>	<b>PRODUCTIONS ANIMALES :</b> Décisions, arrêtés, conventions et contrats relevant de l'application des règlements communautaires ou nationaux relatifs	
2.1	- à l'organisation commune de marché du lait et des produits laitiers, (y compris la gestion des quotas laitiers)	
2.2	-aux organisations communes de marché de la viande bovine, des viandes ovine et caprine, de la viande porcine et de l'aviculture	
2.3	-à l'organisation commune de marché de l'apiculture	
2.4	- à l'identification électronique des ovins et caprins	
2.5	-à l'agrément, tutelle et subvention des établissements d'élevage	

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
2.6	- à l'agrément des directeurs d'établissements d'élevage	
2.7	-à l'agrément des programmes départementaux d'identification	
2.8	- à l'autorisation d'exploitation des centres d'insémination	
2.9	- à la délivrance du certificat d'aptitude aux fonctions d'inséminateur	
2.10	- à l'octroi de licences d'inséminateur ou de chef de centre d'insémination	
<b>3</b>	<b>SOUTIENS DIRECTS AUX AGRICULTEURS :</b> Décisions, arrêtés, conventions et contrats relevant des règlements communautaires et nationaux relatifs	
3.1	- au régime de soutiens directs liés à la surface à l'agriculture dans le cadre de la PAC (aides couplées, découplées et soutiens spécifiques dans les domaines végétaux et animaux)	
3.2	-aux mesures relatives à la modulation des paiements accordés aux agriculteurs au titre des régimes de soutien direct dans le cadre de la PAC	
3.3	- à la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes, à l'aide aux ovins et aux caprins	
3.4	- à l'aide à l'assurance-récolte en vue de l'indemnisation des aléas climatiques	
3.5	- à la conditionnalité des aides de la politique agricole commune	
3.6	-à la gestion des Droits à Paiement Unique : fixation des conditions et décisions <ul style="list-style-type: none"> <li>. attribution aux producteurs des droits à paiement unique,</li> <li>. attribution à certains producteurs de droits issus de la réserve,</li> <li>. décision de transfert de droits entre producteurs,</li> <li>. fixation du seuil d'agrandissement en cas de transfert de droits à paiement unique.</li> <li>. reprise des DPU</li> </ul>	
3.7	- à la gestion des droits à primes animales - échanges droits à primes animales / quotas laitiers	

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
4	<b>FINANCEMENT DES EXPLOITATIONS AGRICOLES</b> Décisions, arrêtés, conventions, contrats et labellisations relevant de l'application des règlements communautaires et nationaux relatifs	
4.1	à l'installation de jeunes agriculteurs et à la transmission (dotation aux jeunes agriculteurs, bonifications d'intérêts de prêts, agrément des Plans de professionnalisation personnalisés)	
4.2	au programme pour l'installation et le développement des initiatives localisées (PIDIL)	
4.3	au dispositif « Agriculteurs en difficultés » comprenant les mesures liées aux plans de redressement, les aides à la reconversion professionnelle	
4.4	au régime dit « de minimis »	
5	<b>STRUCTURES</b>	
5.1	Décisions relevant du contrôle des structures agricoles et de la restructuration des exploitations agricoles y compris les dérogations de cessation d'activités	
5.2	Décisions et arrêtés relatifs à la mise en œuvre du statut du fermage, y compris les décisions prises en vertu de l'article L411-32 du code rural	Art. L.411-32 du code rural.
5.3	Décisions relatives à la mise en œuvre des Opérations Groupées d'Aménagement Foncier	
5.4	Décisions relatives à l'agrément, au fonctionnement et à la dissolution des GAEC	
6	<b>AGRI - ENVIRONNEMENT ET AIDES A L'INVESTISSEMENT</b> Décisions, arrêtés, conventions et contrats relevant de l'application des règlements communautaires et nationaux relatifs à l'agri-environnement, au programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole, à l'agriculture raisonnée et au plan végétal pour l'environnement	
6.1	Mesures agri-environnementales (MAE)	
6.2	Programmes de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage (PMPLEE) Programmes de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA)	

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
6.3	Agriculture raisonnée	
6.4	Plan végétal pour l'environnement (PVE)	
6.5	Plan de performance énergétique (PPE)	
6.6	PRN Sucre	
6.7	Autres mesures liées à la mise en œuvre du PDRH hors axe 3 et 4 du FEADER	
<b>7</b>	<b>CALAMITES AGRICOLES ET MESURES CONJONCTURELLES</b>	
7.1	<p>Décisions, arrêtés, conventions et contrats relatifs à la mise en œuvre de la procédure et à l'instruction des dossiers à <u>l'exclusion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-de la décision de proposer aux ministres compétents, de reconnaître à tout sinistre le caractère de calamité agricole</li> <li>-des notifications en mairie de l'arrêté interministériel de reconnaissance</li> </ul>	Décret n°79-823 du 21 septembre 1979 – art 21 et 23.
7.2	Décisions relatives à la mise en œuvre de mesures conjoncturelles destinées à soutenir une filière de production confrontée à des difficultés particulières	
<b>8</b>	<p><b>BATIMENTS D'EXPLOITATION</b></p> <p>Décisions, arrêtés et conventions liés à :</p>	
8.1	-octroi des subventions accordées aux investissements réalisés dans les bâtiments d'exploitation,	
8.2	-plan de modernisation des exploitations d'élevage bovin, ovin et caprin et autres filières d'élevage précisées par l'arrêté du 11 octobre 2007 relatif au plan de modernisation des exploitations d'élevage,	
8.3	- plan de mise aux normes relatives au bien-être animal (notamment élevages de poules pondeuses, de truies gestantes, de palmipèdes gras)	
<b>9</b>	<p><b>TAXE INTERIEURE DE CONSOMMATION</b></p> <p>Validation des demandes de remboursement partiel instruites par la DDFIP</p>	

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
<b>10</b>	<b>COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA PRÉSERVATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS</b>	LOI n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt et le Décret n° 2015-644 du 9 juin 2015 constituant la CDPENAF.
<b>10.1</b>	Convocation, notification des avis Notification des demandes de saisine aux porteurs de projet	
<b>10.2</b>	Modification et élaboration des documents nécessaires au fonctionnement de la commission	

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
<b>C</b>	<b>ENVIRONNEMENT</b>	
<b>1</b>	<b>FORET</b>	
1.1	Octroi des subventions de l'État accordées en matière d'investissement forestier	Décret 2007-951 du 15 mai 2007.
1.2	Approbation des règlements d'exploitation dans les forêts de protection	Art. R.412-1 à 12 du code forestier.
1.3	Décisions de non opposition à déclaration préalable de coupe ou d'abattage d'arbres	Art. R.130-2 du code de l'urbanisme.
1.4	Autorisations de coupe en régime spécial	Art. R.222-20 du code forestier.
1.5	Décisions en matière de prime concernant le boisement de terres agricoles	Décret n° 2001-359 du 19 avril 2001.
1.6	Autorisations des défrichements des bois et forêts	Art. R 312-1 à R 312- 6 du code forestier.
1.7	Autorisations d'incorporation au domaine forestier de biens vacants et sans maîtres en nature de bois et forêts attribués à l'Etat	Art. L1123-1 et 1123-4 du code général de la propriété des personnes publiques et art. L211-1 du code forestier.
1.8	Résiliation, transfert à un nouveau bénéficiaire, modification du montant d'un prêt sous forme de travaux du fonds forestier national et décision modificative de la surface boisée objet de ce prêt	Art. L532-1 et art. R531-2 à R532-25 du code forestier.
1.9	Arrêté de soumission ou de distraction du régime forestier	Art. R.141-5 du code forestier.

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
1.10	Validation des contrats de gestion forestière établis entre l'office national des forêts et des particuliers pour la conservation et la régie de leurs bois et forêts	Art. L.121-4 du code forestier.
<b>2</b>	<b>CHASSE</b>	
2.1	Autorisations d'ouverture d'établissement d'élevage, de vente ou de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée	Art. R.413-21 et 413-28 à 39 du code de l'environnement.
2.2	Attributions des plans de chasse individuels et demande de révision	Art. R.425-8 du code de l'environnement.
2.3	Destructions des animaux classés nuisibles	Art. R.427-8 à 28 du code de l'environnement.
2.4	Agrément pour le piégeage	Art. R427-16 du code de l'environnement. Arrêté ministériel du 29 janvier 2007.
2.5	Arrêtés relatifs aux manifestations d'entraînement, concours et épreuves de chiens de chasse	Art. L420-3 du code de l'environnement. Arrêté ministériel du 21 janvier 2005.
2.6	Associations communales ou intercommunales de chasse agréés Arrêtés d'ouverture d'enquête et d'agrément	Art. R.422-1 à 422-80 du code de l'environnement. art. R.422-17 à 422-41 du code de l'environnement.
2.7	Autorisations de reprise, de transport et de lâchers d'espèces gibiers ou nuisibles	Art L.424-8 et 11, L.427-10, R.424-21, R.427-26, 27 et 28 du code de l'environnement
2.8	Récépissé de déclaration de postes fixes pour la chasse de nuit au gibier d'eau et autorisations de déplacement d'un poste fixe	Articles L.424-5 et R.424-17 et 19 du code de l'environnement.
2.9	Autorisations de détention de sangliers en tant qu'animal de compagnie	Art. L.412-1 et 415-1, arrêtés ministériels des 8/10/1982 et 10/08/2004 modifié et instruction ministérielle du 28 avril 1986.
2.10	Autorisations d'utilisation d'oiseaux de chasse au vol pour la destruction d'animaux nuisibles	Article R.427-25 du code de l'environnement.
2.11	Autorisations d'utilisation de sources lumineuses pour les comptages de nuit du petit gibier	Art. L.424-4 du code de l'environnement.
2.12	Attestations de délivrance des permis de chasser émis avant le 1 <sup>er</sup> septembre 2009	Art. 3 al 2 de l'arrêté ministériel du 27 août 2009.

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
<b>3</b>	<b>PECHE</b>	
3.1	Application de la réglementation aux plans d'eau dits en eaux closes	Art. L.431-5 du code de l'environnement.
3.2	Arrêtés relatifs aux piscicultures	Art. L.431-6 à L.431-8 du code de l'environnement.
3.3	Autorisations exceptionnelles de pêche	Art. L.436-9 du code de l'environnement.
3.4	Arrêtés d'autorisation de la pêche de la carpe à toute heure dans les parties de cours d'eau ou les plans d'eau de 2 <sup>e</sup> catégorie	Art. R.436-14 du code de l'environnement.
3.5	Arrêtés d'autorisation de concours de pêche dans les cours d'eau de la première catégorie	Art. R.436-22 du code de l'environnement.
3.6	Réserves temporaires de pêche	Art. R.436-73 à R.436-76 du code de l'environnement.
3.7	Arrêtés d'agrément des Président et Trésorier des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique	Art.R.434-27 du code de l'environnement.
3.8	Propositions de transaction pénale	Art. L. 173-12 et R. 173-1 à 4 du code de l'environnement.
<b>4</b>	<b>POLICE DE L'EAU</b>	
4.1	Décisions individuelles prises en application d'un arrêté préfectoral relatif à la restriction des usages de l'eau	Art. L.211-3 du code de l'environnement et décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992.
4.2	Loi sur l'eau -arrêtés d'ouverture d'enquête publique pour les dossiers soumis à autorisation -arrêtés portant prorogation du délai d'instruction pour les dossiers soumis à autorisation -récépissés de déclaration -arrêtés portant prescriptions spécifiques à déclaration -arrêtés portant opposition à déclaration	Art. L.214-1 à L.214-11 du code de l'environnement.  Art. R.214-6 à 31 du code de l'environnement.  Art. R.214-32 à 56 du code de l'environnement.
4.3	Police et conservation des eaux, à l'exception des arrêtés de mise en demeure et de la modification des règlements existants	Art. L.215-7 à L.215-13 du code de l'environnement.
4.4	Entretien et restauration des milieux aquatiques à l'exception des arrêtés d'ouverture d'enquête publique et de ceux ordonnant les travaux d'entretien d'office aux frais des riverains	Art. L.215-14 à L.215-18 du code de l'environnement.

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
4.5	Arrêtés de mise en demeure au titre des art. des art. L.171-7 et L171-8 du code de l'environnement	Art. L.216-1 du code de l'environnement.
	Propositions de transaction pénale	Art. L. 173-12 et R. 173-3 à 4 du code de l'environnement.
<b>5</b>	<b><u>AMENAGEMENTS FONCIERS</u></b>	
5.1	Aménagements fonciers ordonnés par le préfet avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2006 Délégation est donnée pour l'ensemble des actes relatifs à l'aménagement foncier, à l'exception des arrêtés ordonnant les opérations d'aménagement foncier et ceux les clôturant	
5.2	Aménagements fonciers ordonnés par une délibération du conseil général ou par un arrêté de son président, après le 1 <sup>er</sup> janvier 2006 Délégation est donnée pour le porter à connaissance au président du conseil général des informations nécessaires à l'étude d'aménagement	Art. L.121-13 du code rural.
<b>6</b>	<b><u>FAUNE FLORE</u></b>	
6.1	Autorisations d'introduction à l'intérieur d'une réserve naturelle de végétaux et d'animaux d'espèces non domestiques	
6.2	Charte Natura 2000 : accusé de réception d'une demande d'adhésion et suspension de l'adhésion dans les cas prévus à l'article R414-12-1 du code de l'environnement	Art R.414-12 du code de l'environnement.
6.3	Contrats Natura 2000	Art R.414-13 à 18 du code de l'environnement.
6.4	Arrêtés de pénétration sur les propriétés privées en vue d'études et d'inventaires pour le document d'objectifs	Art. L.411-5, L.414-1 à 7 du code de l'environnement.
<b>7</b>	<b><u>PROTECTION DU CADRE DE VIE – PUBLICITE</u></b>	
7.1	Lettre d'avertissement et arrêté de mise en demeure prononcé à l'encontre des propriétaires de dispositifs publicitaires en situation d'infraction	Art L.581-27 à L.581-33 du code de l'environnement.
7.2	Lettre aux Maires leur demandant de procéder au recouvrement de l'astreinte prévue en cas d'injonction de suppression ou de mise en conformité du dispositif non suivi d'exécution	Art L.581-27 à L.581-33 du code de l'environnement.

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
<b>8</b>	<b><u>ELECTRICITE</u></b>	
8.1	Distribution d'énergie électrique Autorisation d'établissement d'ouvrage de distribution d'énergie électrique exclusivement sur des terrains privés	Décret du 29 juillet 1927 Art. 2, modifié par décret n° 75-781 du 14 août 1975.
8.2	Autorisation de traversées de concessions préexistantes par des lignes de distribution d'énergie électrique	Décret du 29 juillet 1927, art.69. modifié par décret n° 75-781 du 14 août 1975. Circulaire d'application du 18 Février.
8.3	Avis et approbation des projets d'exécution de lignes de distribution d'énergie électrique	Décret du 29 juillet 1927. Art. 49 & 50. modifié par décret n° 75-781 du 14 août 1975.
8.4	Autorisation de traversées du domaine public autoroutier par des lignes aériennes de transport et de distribution d'énergie électrique	Décret n° 56-1425 du 27 décembre 1956, Art. 12. Arrêté préfectoral du 3 novembre 1992. Art 11-1 Circulaire interministérielle n° 81-13 du 20 février 1981.
8.5	Interruption de coupure de courant sur réquisition	Décret du 29 Juillet 1927 modifié par décret du 28 mars 1935.
<b>9</b>	<b>INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b>	
9.1	• Bordereaux d'envoi et correspondances courantes, à l'exclusion de celles adressées aux administrations centrales, aux parlementaires ainsi qu'aux conseillers généraux	
9.2	Preuves de dépôt de déclaration	Art. L.512-8 à 13 et R.512-47 à 48 du code de l'environnement.
9.3	Arrêté portant prorogation du délai d'instruction des dossiers d'installations classées	Art. R.512-26 du code de l'environnement.
9.4	• Accusé de réception de déclarations d'installation de dépôts d'hydrocarbures non visés par la réglementation sur les installations classées et la réglementation des établissements recevant du public	
9.5	Récépissés de déclaration de transport par route, opérations de négoce et de courtage de déchets dangereux et non dangereux	art L.541-7 et 8 et R.541-49 à 58 du code de l'environnement.

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
9.6	Saisine du Préfet de Région pour l'avis de l'autorité environnementale	Art. L.122-1 et R.122-1-1 à R.122-16 du code de l'environnement.
9.7	Saisines du Président du Tribunal administratif aux fins de désignation des commissaires-enquêteurs et, après validation du préfet sur le recours à une telle formation, des commissions d'enquêtes dans les procédures d'enquêtes publiques	Art. L.123-4 et R.123-8 du code de l'environnement.
9.8	Courriers d'information du (des) maire (s) de la (des) commune (s) d'implantation de l'installation classée pour la protection de l'environnement sur la recevabilité de la demande et de sa prise en compte au regard des prescriptions en matière d'urbanisme	Art. L.512-1 du code de l'environnement.
<b>10</b>	<b>AGREMENT DES GARDES PARTICULIERS</b>	Art. 29-1 du code de procédure pénale.
10.1	Accusé de réception de la demande d'agrément	Art. R15-33-27 du Code de procédure pénale.
10.2	Arrêté d'agrément	Art. R15-33-27-1 du Code de procédure pénale.
10.3	Arrêté de reconnaissance ou de constatation d'aptitude technique à exercer les fonctions de garde particulier	Article R15-33-26 du Code de procédure pénale.
10.4	Retrait de l'agrément, réception des observations écrites ou orales d'un commettant ou d'un garde particulier préalablement au retrait de l'agrément et décision de retrait conservatoire	Article R15-33-29-2 du Code de procédure pénale.
10.5	Visa de la carte d'agrément	Article R15-33-27-1 du Code de procédure pénale.
<b>11</b>	<b>AUTORISATION UNIQUE POUR LES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b>	Décret du 2 mai 2014.
11.1	Attestation de dépôt et de relevé de complétude ou de non complétude des dossiers	Art 10 et 11.
11.2	Saisine des services pour avis	Art 10.
11.3	Saisine de l'autorité environnementale pour avis	Art 13.
11.4	Courrier d'information du pétitionnaire de la recevabilité de son dossier et de l'avis de l'autorité environnementale	Art 13.

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
11.5	Courrier (s) d'information du (des) maire(s) de la (des) commune(s) concernée(s) par les risques et inconvénients dont l'installation peut être la source sur la recevabilité de la demande	Art 16.
11.6	Saisine du président du tribunal administratif aux fins de désignation du(des) commissaire(s) enquêteur(s)	Art 14.
11.7	Arrêté de mise à l'enquête publique	Art 14.
11.8	Arrêté de prorogation	Art 20.
11.9	Bordereaux d'envoi et correspondances courantes	

12	<b>AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE au titre des ICPE ( 1°de l'art. L181-1 du code de l'environnement)</b>	
12.1	Accusé de réception de la demande d'autorisation environnementale ou demande de compléments lorsqu'il apparaît que le dossier ne comprend pas l'ensemble des pièces exigées pour l'autorisation qu'il sollicite.	Premier alinéa de l'article R181-16 du code de l'environnement.
12.2	Saisine des services pour avis sur les dossiers de demande d'autorisation environnementale	Articles D181-17-1, R181-18, R181-21, R181-23, R181-25, R181-26, R181-28, R181-31 et R181-32 du code de l'environnement.
12.3	Saisine du président du Tribunal Administratif d'Amiens aux fins de désignation des commissaires enquêteurs et, après validation du préfet sur le recours à une telle formation, des commissions d'enquête dans les procédures d'enquêtes publiques	Articles R181-35 et R181-36 du code de l'environnement.
12.4	Saisine pour avis des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet	Articles L181-10 et R181-38 du code de l'environnement.
12.5	Arrêtés portant prorogation du délai d'instruction des demandes d'autorisations environnementales uniques	Article R181-41 du code de l'environnement.
12.6	Porter à connaissance des risques technologiques liés aux installations classées à l'attention des maires concernés pour prise en compte dans les décisions d'urbanisme	Articles L121-2 et R121-2 du code de l'urbanisme et L512-1 et suivants du code de l'environnement.
12.7	Courrier d'information au maire d'implantation lorsque le projet soumis à autorisation environnementale unique est susceptible de faire l'objet des servitudes d'utilité publique prévues par l'article L515-8.	Article R181-20 du code de l'environnement.

12.8	Saisine du ministre chargé des hydrocarbures, lorsque la demande d'autorisation environnementale porte sur un projet relatif à un établissement pétrolier d'une nature et d'une importance particulière au regard de la sécurité de l'approvisionnement pétrolier	R181-29.
12.9	Saisine du haut conseil des biotechnologies, lorsque la demande d'autorisation environnementale tient lieu d'agrément ou intègre la déclaration pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés	R181-30.
12.10	Accusé réception de la déclaration de transfert de l'autorisation environnementale (hors cas couverts par le l'article R516-1 du code de l'environnement)	R181-47.

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
<b>D</b>	<b>URBANISME ET HABITAT</b>	
<b>1</b>	<b>CONTRÔLE DE LÉGALITÉ</b>	
1.1	Demande de pièces complémentaires et attestation de la date de réception des dossiers.	Art. L424-7 du Code de l'Urbanisme. Art L2131-1 et L2131-2 du Code des collectivités territoriales modifié par la Loi RL du 13/08/04. Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par décret n°201-146 du 16 février 2010.
1.2	Lettres d'observations sur la forme des actes individuels d'urbanisme	Art. L424-7 du Code de l'Urbanisme. Art L2131-1 et L2131-2 du Code des collectivités territoriales modifié par la Loi RL du 13/08/04. Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par décret n°201-146 du 16 février 2010.
	<b>CONSTRUCTION ET LOGEMENT</b>	
<b>1</b>	<b>Logement</b>	
1.1	Subventions et prêts pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs aidés	Articles R 331-1 à R 331-26 du CCH.
1.2	Prêts aidés par l'État pour l'acquisition, la construction et l'amélioration des logements en accession à la propriété	Articles R 331-31-1 à R 331-61-2.

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
1.3	Décisions d'agrément des prêts sociaux de location accession (PSLA)	Article R 331-76-5-1 du CCH.
1.4	Subventions à l'amélioration des logements locatifs sociaux (PALULOS)	Articles R 323-1 à R 323-12-1 du CCH.
1.5	Décisions de subventions faites sur la base du décret n° 99-1060 en matière de logement social	décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999.
1.6	Conventions passées entre l'État et les bailleurs (organismes d'habitations à loyer modéré et autres) ouvrant droit à l'APL	Articles L 353-2 à L 353-13 et R 353-1 à R 353-214.
1.7	Utilisation de la participation des employeurs à l'effort de construction, dérogation au montant des travaux et à l'âge des immeubles.	Articles R 313-15 et R 313-17 du CCH.
1.8	Décisions attributives de subvention pour les opérations d'isolation acoustique des points noirs du bruit des réseaux routiers et ferroviaires nationaux	Décret n° 2002-867 du 03.05.02 Arrêté d'application du 03.05.02.
1.9	Accessibilité décisions préfectorales prises après avis de la sous-commission accessibilité	Loi 2005-102 du 11 février 2005, décret 2006-555 du 17 mai 2006, repris dans le CCH.
<b>2</b>	<b>HLM</b>	
2.1	Aliénation et démolition du patrimoine immobilier des organismes d'HLM	Articles L 443-7 à L 443-15-5 du CCH. Articles R 443.10 à R443.18 du CCH
2.2	Augmentation des loyers pour les organismes d'HLM	Article L 442-1-2 du CCH.
<b>3</b>	<b>Avis au Parquet suite à infraction.</b>	Article L.152-5 du CCH.

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
	<b><u>APPLICATION DU DROIT DES SOLS (ADS)</u></b> <u>Pour les dossiers déposés avant le 1er octobre 2007</u>	
1	Délivrance des certificats de conformité	Art. R 460-4-2 du code de l'urbanisme.
2	Attestation prise en application de l'article R 460-6 du code de l'urbanisme	Art. R 460-6 du code de l'urbanisme.
	<b><u>APPLICATION DU DROIT DES SOLS (ADS)</u></b> <u>Pour les dossiers déposés à partir du 1er octobre 2007</u>	
1	Formalités liées à l'instruction des permis d'aménager, de construire, de démolir, des certificats d'urbanisme et des déclarations préalables  Demande de pièces complémentaires	Articles R 423-38 à 41 du code de l'urbanisme.
2	Modification du délai d'instruction défini aux articles R423-17 à 22  <ul style="list-style-type: none"> <li>• modification du délai de droit commun art R 423-24 à 33</li> <li>• prolongations exceptionnelles R 423-34 à 37</li> <li>• notification des majorations et prolongations dans les communes non dotées d'un document d'urbanisme opposable R 423-42 à 48</li> </ul>	Articles R 423-24 à 33, 34 à 37 et 42 à 48 du code de l'urbanisme.
3	Avis conforme du représentant de l'État lorsque le maire est compétent mais que la construction projetée  <ul style="list-style-type: none"> <li>• se situe hors du zonage du document d'urbanisme opposable</li> <li>• se situe dans le périmètre des mesures de sauvegarde prévues par l'article L 111-7 lorsque le périmètre a été institué à l'initiative d'une personne autre que la commune : sursis à statuer dans les cas énumérés : articles L111-7, 9 et 10, L 123-6 (dernier alinéa), L311-2 et L 313-2 (alinéa 2) du code de l'urbanisme, et L 331-6 du code de l'environnement</li> </ul>	Art. L 422-5 du code de l'urbanisme.  Art. L.111-7, 9 et 10. Art. L.123-6 (dernier alinéa). Art. L.311-2 et L 313-2 (alinéa 2) du code de l'urbanisme.  Art. L.331-6 du code de l'environnement.
4	Avis conforme quand le document d'urbanisme opposable a été abrogé, annulé ou dont l'illégalité a été constatée par voie juridictionnelle	Articles L.422-6 du code de l'urbanisme.

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
5	Compensation entre terrains boisés et terrains à bâtir et autorisation de construire sur une partie d'un terrain classé	Articles L.130-2 et R.130-16 du code de l'urbanisme.
6	<p><u>6 A) Décisions en matière de permis d'aménager, de construire, de démolir, de certificat d'urbanisme</u></p> <p>Délégation est donnée au DDT pour toutes ces décisions sauf dans les cas mentionnés à l'article R 422-2 ci-après</p> <p>a) projets réalisés pour le compte d'États étrangers ou d'organisations internationales, de l'État, de ses établissements publics ou concessionnaires.</p> <p>c) installations nucléaires de base</p> <p>d) pour les travaux qui sont soumis à l'autorisation du ministre de la défense ou du ministre chargé des sites ou en cas d'évocation par le ministre chargé de la protection de la nature ou par le ministre chargé des monuments historiques et des espaces protégés</p> <p>e) -en cas de désaccord entre le maire et le DDT chargé de l'instruction, mentionné à l'article R 423-16</p> <p><u>6 B) Déclarations préalables :</u></p> <p>Délégation est donnée au DDT pour les déclarations préalables sauf dans les cas mentionnés à l'article R 422-2 c) d) et e)</p>	Art. L.422-2 et R.422-2 du code de l'urbanisme.
7	Ouvrages de production, de transport de distribution et de stockage d'énergie lorsque cette énergie n'est pas destinée principalement à une utilisation directe par le demandeur.	Art. L.422-2 et R.422-2 b) du code de l'urbanisme.
8	Projets situés à l'intérieur du périmètre d'une OIN (article L121-2 du code de l'urbanisme)	Art. L.422-2 et R.422-2 du code de l'urbanisme.
9	Opérations ayant fait l'objet d'une convention prise sur le fondement de l'article L 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation (communes carencées soumises aux obligations d'un taux minimum de logements locatifs sociaux, fixé par l'article L.302-5 du code de la construction et de l'habitation)	Art. L.422-2 et R.422-2 du code de l'urbanisme.
10	Logements construits par les sociétés de construction dans lesquelles l'État détient la majorité du capital	Art. L.422-2 et R.422-2 du code de l'urbanisme.

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
11	Contestation de la conformité des travaux, récolement pour les décisions mises à la signature du Préfet ou déléguées par lui au DDT	Art. L.422-2 et R.422-2 du code de l'urbanisme. et R.462-6 à 10 du code de l'urbanisme.
12	Prorogation, transfert, annulation ou retrait d'autorisation à la demande de l'intéressé des décisions déléguées au DDT	Art. L.422-2 et R.422-2 du code de l'urbanisme.
13	Approbation des cahiers des charges des cessions de terrains dans les ZAC de compétence Etat	Art. L.311-6 du code de l'urbanisme.
14	Avis au Parquet suite à infraction	Art. L.480-5 et Art. R.480-4 du code de l'urbanisme.
15	Lettre de procédure contradictoire préalable au retrait d'une décision créatrice de droit illégale	Art. 424-5 du code de l'urbanisme. Art. L 121-1 et L 121-2 du Code des relations entre l'administration et le public.
	<b>FISCALITE</b>	
1	Liquidation des redevances d'archéologie préventive et recours gracieux	Loi n° 2001-44 du 17/01/2001. Loi n° 2003-707 du 01/08/2003. Art. L.332-6-4 du code de l'urbanisme. Art. L.524-8 du code du patrimoine.

N° DE CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
<b>E</b>	<b>MOBILITÉS</b>	
	<b>TRANSPORTS ET CIRCULATION</b>	
1	<u>Transports routiers</u> Autorisation et réglementation des transports de voyageurs	Décret n° 85-891 du 16 août 1985, modifié.
2	Circulation d'ensembles de véhicules comprenant une ou plusieurs remorques et autorisations individuelles de transports exceptionnels	Article R433-1 Modifié par Décret n°2017-15 et 16 du 6 janvier 2017.

N° CODE	DENATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
3	<p>Dérogations pour ce qui concerne la circulation des véhicules de transport routier de marchandises de plus de 7.5 tonnes de PTAC</p> <p>a) les samedis et veilles de jours fériés à partir de 22h, jusqu'à 22h les dimanches et jours fériés</p> <p>b) pendant les interdictions complémentaires de circulation publiées annuellement par arrêté interministériel</p>	Arrêté du 02 mars 2015.
4	<p><u>Police administrative de la circulation routière</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Routes nationales hors agglomération</li> <li>- Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion d'interventions ayant une incidence sur la circulation (notamment travaux ou manifestations)</li> </ul>	<p>Code de la route : Art R.411-8 et R.411-25.</p> <p>Art. L.411-1, R.411-1 à 9 R.411-17 à 32.</p>
5	<p><u>Avis du Préfet</u></p> <p>Avis du Préfet pris pour l'application du code de la route et du code de la voirie routière en ce qui concerne interruption, déviation, réglementation de la circulation et mesure de police y afférentes.</p> <p>Réglementation et interdiction du stationnement et de l'arrêt, interdiction de tourner à droite, à gauche, de faire demi-tour et obligation de directions et mise à sens unique.</p> <p>Limitation de vitesse</p> <p>Réglementation de la priorité de passage dans les intersections.</p> <p>Feux réglant la circulation aux intersections, l'affectation des voies d'une chaussée, l'exploitation par sens unique alterné, la signalisation d'obstacle intermittent.</p> <p>Passage des ponts. Toutes mesures visant la sauvegarde de ceux-ci.</p> <p>Enquête de circulation sur la voie publique,</p>	<p>Art R.411-8 et R.411-25 du code de la route.</p> <p>Art. R.413-3 du code de la route.</p> <p>Art. R.415-1 à R.415-15 et R.411-7 et 8 du code de la route.</p> <p>Art R 422-4 du code de la route.</p> <p>Art. D.111-2 et 3 du CVR.</p>
6	<p><u>Routes à grande circulation</u></p> <p>Avis sur les projets d'arrêtés du Président du Conseil Départemental, du DIR ou des maires lorsqu'ils prescrivent des mesures sur les voies classées à grande circulation, à titre permanent ou temporaire, plus rigoureuses que celles édictées par le code de la route</p> <p>Approbation technique des projets routiers sur routes à grande circulation</p>	<p>Art. R.411-5, R.411-7 et R.411-8 du code de la route.</p> <p>Art. R.411-8-1 du code de la route.</p>

N° CODE	DENATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
7	<p><u>Autoroutes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Autorisation de circulation des personnels et véhicules des administrations, services ou entreprises dont la présence est nécessaire sur l'autoroute, ainsi que des concessionnaires ou permissionnaires autorisés à occuper le domaine public autoroutier</li> <li>• Autorisation de circulation des matériels de travaux publics visés à l'article R.311-1 du code de la route</li> <li>• Enquête de circulation sur la voie publique, interruption, déviation, réglementation de la circulation et mesures de police y afférentes</li> <li>• Interdiction, déviation, réglementation de la circulation et mesures de police temporaires à l'occasion de travaux</li> <li>• Réglementation de la priorité de passage dans les intersections formées par une bretelle autoroutière avec des autres voies à statut non autoroutier.</li> </ul> <p><b>RADARS</b></p>	<p>Code de la route</p> <p>Art R.432-7.</p> <p>idem</p> <p>Art R.411-5, R.411-7, R.411-8 et R.411-25.</p> <p>idem</p> <p>Art R.411-7 et R.415-1 à R.415-15.</p>
8	<p>Dépôt de plainte au nom de l'État lorsque sont constatées des dégradations ou actions visant à empêcher le bon fonctionnement des radars</p>	<p>INTS1825326J du 02 novembre 2018.</p>
	<p><b>DEFENSE</b></p>	
9	<p>Procédures de recensement pour les besoins de défense et de sécurité des entreprises de travaux publics et de bâtiment (TP/B), des entreprises de location de matériel de génie civil, des entreprises de transport routier et de leurs moyens</p>	<p>Circulaire DEVK1133507C du 03 février 2012.</p>
	<p><b>EDUCATION ROUTIERE</b></p>	
10	<p>Instruction des demandes de dérogation à la durée de validité de l'épreuve théorique générale de l'examen du permis de conduire</p>	<p>Décret n° 97-34 du 15/01/97 et arrêté du 8 février 1999 (art. 8).</p>
11	<p>INSTRUCTION ET SIGNATURE DES CONVENTIONS PERMIS À 1 €</p>	<p>Décret n° 2005-1225 du 29/09/05 modifié. Arrêtés du 29/09/05.</p>
12	<p>- les autorisations et les retraits d'enseigner la conduite</p>	<p>Arrêté du 8 janvier 2001. Arrêté du 20 avril 2016 .</p>

N° CODE	DENATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
13	- les arrêtés portant agrément ou retrait d'agrément des établissements d'enseignement de la conduite automobile	Arrêté du 8 janvier 2001. modifié le 14 octobre 2016.
14	- les arrêtés portant agrément ou retrait d'agrément des Centres de sensibilisation à la sécurité routière et les autorisations d'animer les stages	Arrêté du 26 juin 2012. modifié le 12 juillet 2017.

N° CODE	DENATURE DE LA DELEGATION	REFERENCE
<b>G</b>	<b>MARCHES ET ACCORDS-CADRES</b>	
1	Tous les actes relatifs à la passation et l'exécution des marchés publics et des accords cadres	Ordonnance N° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Décret n° 2016-247 du 03 mars 2016 créant la Direction des Achats de l'État et relatif à la gouvernance des achats de l'État.

**Article 2** : Les correspondances, présentant un intérêt strictement départemental, destinées au Conseil Départemental sont signées par le directeur départemental des territoires de l'Aisne, ainsi que les actes relevant exclusivement de la compétence du directeur départemental des territoires listés ci-dessous :  
Personnel : A 4, 13, 14, 15, 17.

**Article 3** : Cependant, en cas d'absence ou d'empêchement, la délégation de signature conférée à M. Vincent ROYER visée à l'article 2 pourra faire l'objet d'une subdélégation de signature en faveur de ses collaborateurs.

**Article 4** : Les actes de l'article 1er pourront faire l'objet d'une subdélégation du directeur départemental des territoires en faveur de ses collaborateurs.

**Article 5** : Un arrêté complémentaire précise les subdélégations accordées par le directeur départemental des territoires à ses collaborateurs dans le respect des articles 2, 3 et 4.

**Article 6** : L'arrêté préfectoral du 25 novembre 2019 donnant délégation de signature à M. David WITT, directeur départemental des territoires par intérim est abrogé.

**Article 7** : Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Aisne.

Fait à Laon, le 9 décembre 2019

Le préfet de l'Aisne  
Signé : Ziad KHOURY

ARRÊTÉ n°2019-598 en date du 9 décembre 2019  
portant délégation de signature pour l'ordonnancement secondaire  
des dépenses et recettes publiques  
Direction départementale des territoires – (RUO)

LE PREFET DE L' AISNE  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**VU** les décrets n° 93-782 et 93-788 du 8 avril 1993 relatifs aux attributions du Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme et aux attributions du ministre du logement modifiés,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

**VU** le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,

**VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

**VU** le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique,

**VU** le décret du Président de la République du 7 novembre 2019 nommant M. Ziad KHOURY préfet de l'Aisne,

**VU** les arrêtés ministériels du 21 décembre 1982 modifiés par arrêtés des 3 février 1992 et 18 avril 1995, portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour le budget du Ministère de l'Équipement, des Transports, et du Tourisme, et pour le budget du Ministère de l'Environnement,

**VU** l'arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire et du ministère du logement et de la ville, modifié par l'arrêté du 29 juillet 2008,

**VU** l'arrêté interministériel du 2 mai 2002 modifié, portant règlement de comptabilité du ministère de l'agriculture et de la pêche, pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués,

**VU** l'arrêté du Premier ministre du 28 novembre 2019 nommant M. Vincent ROYER, directeur départemental des territoires de l'Aisne,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Aisne,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** :

Délégation de signature est donnée à M. Vincent ROYER, directeur départemental des territoires de l'Aisne , en tant que responsable d'unités opérationnelles pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'État relevant des programmes suivants :

<b>Ministères</b>	<b>Programmes</b>	<b>Codes Programme</b>
Transition écologique et solidaire	Paysages, eau et biodiversité	113
	Prévention des risques	181
	Infrastructures et services de transports	203
	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	217
Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	135
Action et comptes publics	Fonction publique	148
	Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État	723
Agriculture et alimentation	Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	149
	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	215
Intérieur	Sécurité et éducation routières	207
Services du Premier ministre	Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	333

Cette délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses et le cas échéant des opérations relatives aux recettes.

**Article 2 :**

Demeurent réservés à la signature du préfet, quel qu'en soit le montant :

- les décisions de ne pas se conformer à l'avis défavorable de l'autorité chargée du contrôle financier, lorsqu'un tel avis est préalablement requis ;
- les ordres de réquisition du comptable public ;
- les décisions de passer outre.

**Article 3 :**

En tant que responsable d'unités opérationnelles et en application de l'article 44 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2009-176 du 16 février 2009, le Directeur départemental des territoires de l'Aisne peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs fonctionnaires de ses services, exerçant les fonctions suivantes :

- chefs de service, chefs d'unité et responsable de la comptabilité du service pour les engagements sur les crédits de l'État et les marchés publics d'un montant inférieur à 90.000 € hors taxes.

La signature des agents habilités est accréditée auprès du comptable public.

**Article 4 :**

En tant que responsable d'unités opérationnelles, le délégataire adressera au préfet, conformément à l'article 22 du décret du 29 avril 2004, un compte-rendu trimestriel d'utilisation des crédits alloués, destinés aux rapports annuels de performance prévus au 4° de l'article 54 de la loi organique du 1er août 2001.

**Article 5 :**

L'arrêté préfectoral n° 2019-480 du 15 octobre 2019 portant délégation de signature pour l'ordonnancement secondaire au directeur départemental des territoires par intérim, est abrogé.

**Article 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne et le directeur départemental des territoires de l'Aisne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au ministre de la transition écologique et solidaire,
- au ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales
- au ministre de l'action et des comptes publics
- au ministre de l'agriculture et de l'alimentation
- au ministre de l'intérieur
- aux responsables des BOP,
- au directeur régional des finances publiques des Hauts-de-France
- aux services du Premier ministre

et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

Fait à Laon, le 9 décembre 2019

Le préfet de l'Aisne  
Signé : Ziad KHOURY

Arrêté n° 2019-599 en date du 9 décembre 2019  
donnant délégation pour l'ordonnancement secondaire  
des recettes et des dépenses du budget de l'État  
à M. Bertrand VANDEMOORTELE,  
directeur départemental de la cohésion sociale par intérim

Le Préfet de l'Aisne,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative à la loi de finances ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret du Président de la République du 7 novembre 2019 nommant Monsieur Ziad KHOURY Préfet de l'Aisne ;

VU l'arrêté du Premier Ministre du 12 avril 2018 portant nomination de Monsieur Bertrand VANDEMOORTELE en qualité de directeur adjoint de la cohésion sociale de l'Aisne ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2019 donnant délégation de signature à Monsieur Bertrand VANDEMOORTELE, directeur départemental de la cohésion sociale de l'Aisne par intérim ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture,

ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : - Délégation est donnée à Monsieur Bertrand VANDEMOORTELE, directeur départemental de la direction de la cohésion sociale de l'Aisne par intérim, en tant que responsable des Unités Opérationnelles, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat relevant des BOP suivants :

N° de programme	Programme	Niveau de BOP
104	Intégration et accès à la nationalité française	Régional - SGAR
124	Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	Régional - DRJSCS
135	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Régional - DREAL
147	Politique de la Ville	Régional – SGAR
157	Handicap et dépendance	Régional - DRJSCS
177	Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	Régional - DRJSCS
183	Aide médicale d'Etat	Régional - DRJSCS
303	Immigration et asile	Régional – SGAR
304	Inclusion sociale et protection des personnes	Régional - DRJSCS
333	Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	Régional – SGAR

Cette délégation concerne tous documents administratifs et pièces comptables relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses ainsi que ceux relatifs aux opérations concernant les recettes.

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à M. Bertrand VANDEMOORTELE à effet de signer les marchés de l'Etat et tous les actes dévolus à la personne responsable des marchés par le code des marchés publics, en ce qui concerne les affaires relevant de sa compétence en qualité de responsable d'unité opérationnelle des BOP cités à l'article 1. Cette délégation s'exerce dans la limite de 90 000€ HT.

**Article 3 :** La délégation de signature concerne tous les documents administratifs et pièces comptables relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses ainsi que ceux relatifs aux opérations concernant les recettes à l'exception :

- des dépenses de fonctionnement et conventions financières dont le montant excède 90 000€ ;
- des ordres de réquisition du comptable public ;
- les décisions de passer outre aux avis défavorables du comptable assignataire en matière d'engagement et de dépense ;
- de la passation de marchés publics en procédure formalisée ;
- des décisions d'acquisition, d'aliénation, d'affectation du domaine privé et public de l'Etat sauf délégation expresse consentie en la matière à un autre chef de service de l'Etat.

**Article 4 :** Monsieur Bertrand VANDEMOORTELE, directeur départemental interministériel par intérim à la direction départementale de la cohésion sociale de l'Aisne, peut subdéléguer sa signature aux collaborateurs qu'il aura désignés par arrêté pour les actes administratifs et comptables relevant du domaine de la gestion des services communs à la direction départementale.

**Article 5 :** Le présent arrêté est applicable dès le jour de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne. Il abroge l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2019 portant délégation pour l'ordonnancement secondaire à Monsieur Bertrand VANDEMOORTELE, directeur départemental de la cohésion sociale de l'Aisne par intérim.

**Article 6 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aisne, le directeur départemental de la cohésion sociale de l'Aisne par intérim sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Laon, le 9 décembre 2019

Le préfet de l'Aisne  
Signé : Ziad KHOURY

ARRETE n° 2019-600 en date du 9 décembre 2019  
portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire  
et de comptabilité générale de l'État  
à M. Sébastien COQUEREAU,  
administrateur des finances publiques adjoint  
responsable du Pôle Pilotage et Ressources

LE PREFET DE L' AISNE  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés communes, des départements et des régions ;
- Vu** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
- Vu** le décret n°92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 modifié portant charte de déconcentration ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010 et par le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 ;
- Vu** le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
- Vu** le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
- Vu** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu** le décret du Président de la République du 7 novembre 2019 nommant M. Ziad KHOURY préfet de l'Aisne ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

**Article 1 :** Délégation de signature est donnée à M. Sébastien COQUEREAU, administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pôle pilotages et ressources, à effet de :

- signer, dans la limite de ses attributions et compétences, tout document, acte, décision, contrat, conclusion, mémoire et, d'une façon plus générale, tous les actes se traduisant par l'ordonnancement de dépenses ou de recettes se rapportant au fonctionnement ou à l'équipement de la direction départementale des finances publiques de l'Aisne, ainsi que l'ordonnancement de toute recette se rapportant aux attributions et activités de la direction départementale des finances publiques de l'Aisne ;
- recevoir les crédits des programmes suivants :

- n° 156 « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local »
- n° 218 « Conduite et pilotage des politiques économique et financière »
- n° 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat »
- n° 723 « Contribution aux dépenses immobilières »
  - procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les titres 2, 3 et 5 des programmes précités et, quand il a une (ou des) cité(s) administrative(s), sur le compte de commerce n° 907 – « opérations commerciales des domaines ».

Cette délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses, ainsi que sur l'émission et la signature des titres de recettes.

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à M. Sébastien COQUEREAU, administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pôle pilotages et ressources, à effet de :

- signer, dans la limite de ses attributions et compétences, toute déclaration de conformité en matière d'opérations d'inventaire et, d'une façon plus générale, tous les actes se traduisant par la constatation des droits et obligations et l'inventaire des biens se rapportant à l'activité financière de la direction départementale des finances publiques de l'Aisne.

**Article 3 :** Demeurent réservés à la signature du préfet de l'Aisne :

- les ordres de réquisition du comptable public ;
- les décisions de passer outre aux refus de visas et aux avis défavorables de l'autorité chargée du contrôle financier en matière d'engagement des dépenses ;
- l'ordonnancement secondaire des dépenses de l'Etat du programme 833 – Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes.

**Article 4 :** M. Sébastien COQUEREAU peut, en tant que de besoin et sous sa responsabilité, donner délégation de signature aux agents placés sous son autorité dans les conditions prévues par l'article 44 du décret n°2004-374 modifié du 29 avril 2004.

**Article 5 :** L'arrêté préfectoral n°2019-442 du 04 octobre 2019 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de comptabilité générale de l'Etat est abrogé.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des finances publiques de l'Aisne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

Fait à Laon, le 9 décembre 2019

Le préfet de l'Aisne  
Signé : Ziad KHOURY